

RÈGLEMENT 727-2024

Règlement décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2025

CONSIDÉRANT QUE l'article 988 du Code municipal stipule que les taxes sont imposées par règlement, sauf dans les cas autrement réglés;

CONSIDÉRANT QU' avis de motion du présent règlement a dûment été donné à la séance ordinaire du 16 décembre 2024;

CONSIDÉRANT QU' un projet de règlement a été adopté à la séance ordinaire du 16 décembre 2024;

CONSIDÉRANT la proposition d'amendement majoritairement adoptée par les membres du conseil lors de la séance extraordinaire du 18 décembre 2024.

POUR CES MOTIFS,

2024-584

il est proposé par M. Richard Héту, appuyé par M. Jonathan Théorêt et résolu à la majorité des conseillers présents que le conseil adopte le règlement 727-2024 intitulé « Règlement décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2025 » en incluant l'amendement proposé par M. Jean-Guy Thibault et qu'il soit statué et décrété, par ce règlement, ce qui suit à savoir :

ARTICLE 1

Pour l'année 2025, une **taxe foncière générale globale** au taux de **0,4830 \$** par 100 \$ d'évaluation est imposée et doit être prélevée sur tous les immeubles imposables de la Municipalité selon leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur, afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de l'exercice financier de la Municipalité, laquelle taxe est ventilée de la façon suivante :

|                                 |                  |
|---------------------------------|------------------|
| Foncière générale :             | <b>0,3427 \$</b> |
| Fonds spécial réseau routier :  | <b>0,0899 \$</b> |
| Transport en commun et adapté : | <b>0,0016 \$</b> |
| MRC de Matawinie :              | <b>0,0338 \$</b> |
| Fonds spécial environnement :   | <b>0,0150 \$</b> |

ARTICLE 2

Pour l'année 2025, une compensation est exigée et doit être prélevée sur tous les immeubles imposables de la Municipalité, afin de pourvoir au paiement de la somme de **1 400 097 \$** que la Municipalité doit verser en contrepartie des services fournis par la **Sûreté du Québec**.

Cette compensation est déterminée en divisant la somme de **1 400 097 \$** à verser, par le nombre d'unités de l'ensemble des immeubles imposables :

|                                      |                  |
|--------------------------------------|------------------|
| - Catégorie d'immeubles vacants :    | <b>50,03 \$</b>  |
| - Catégorie d'immeubles construits : | <b>240,61 \$</b> |

ARTICLE 3

Pour l'année 2025, une compensation est exigée et doit être prélevée sur tous les immeubles imposables de la Municipalité, afin de pourvoir aux dépenses nécessaires à l'amélioration du réseau routier au montant de 900 000 \$.

## RÈGLEMENT 727-2024 (suite)

Cette compensation est déterminée en divisant la somme de 900 000 \$ par le nombre d'unité à l'ensemble des immeubles imposables, comme suit :

- Catégorie d'immeubles vacants : **66,99 \$**
- Catégorie d'immeubles construits : **122,75 \$**

### ARTICLE 4

Pour l'année 2025, une compensation est imposée et doit être prélevée sur tous les immeubles imposables de la Municipalité identifiés au rôle d'évaluation en vigueur à la date de la taxation annuelle comme une résidence de tourisme, incluant les résidences de tourisme exploitées à l'intérieur d'une résidence principale, afin de pourvoir aux paiements des dépenses nécessaires prévues au budget de l'exercice financier de la Municipalité et se définit comme suit :

- Résidence de tourisme dont l'évaluation municipale est de moins de 265 550 \$ : 600 \$
- Résidence de tourisme dont l'évaluation municipale est de 265 550 \$ et plus : 750 \$

### ARTICLE 5

Pour l'année 2025, le montant de la compensation pour le **service d'aqueduc** à être prélevé dans le cadre du règlement 006-91, intitulé « Règlement établissant les modalités relatives à l'administration, à l'utilisation et à la tarification du service d'aqueduc », est fixé à :

Raccordement au réseau du village

- Résidence ou pour chaque logement d'une habitation multifamiliale : 200 \$
- Commerce : 420 \$

Raccordement au réseau du Lac-Clermoustier :

- Résidence : 283 \$
- Résidence de tourisme : 901 \$

### ARTICLE 6

Pour l'année 2025, le montant de la compensation pour le **service d'égout** à être prélevé dans le cadre du règlement 2007-91, intitulé « Règlement établissant les modalités relatives à l'administration, à l'utilisation et à la tarification du service d'égout », est fixé à :

Raccordement au réseau du village

- Résidence ou pour chaque logement d'une habitation multifamiliale : 232 \$
- Commerce : 415 \$

Raccordement au réseau du Lac-Clermoustier :

- Résidence : 374 \$
- Résidence de tourisme : 1 197 \$

### ARTICLE 7

Pour l'année 2025, le montant de la compensation pour le service **d'enlèvement et de traitement des matières résiduelles** à être prélevé dans le cadre du règlement 261-2002 est fixé comme suit :

Pour les **domiciles, commerces et résidences secondaires**, le montant de la compensation est fixé à **228 \$** afin de pourvoir au paiement du service d'enlèvement des ordures (collecte à trois voies), incluant le ramassage des déchets domestiques dangereux.

## RÈGLEMENT 727-2024 (suite)

### ARTICLE 8

Pour les immeubles exempts de toute taxe foncière, en conformité avec l'article 205 de la Loi sur la fiscalité municipale, une compensation de soixante cents (0,60 \$) par cent dollars (100 \$) d'évaluation est imposée et prélevée sur les immeubles visés au paragraphe 10 de l'article 204 de ladite Loi.

### ARTICLE 9

Pour les immeubles exempts de toute taxe foncière, en conformité avec l'article 205 de la Loi sur la fiscalité municipale, une compensation de soixante cents (0,60 \$) par cent dollars (100 \$) d'évaluation est imposée et prélevée sur les immeubles visés au paragraphe 5 de l'article 204 de ladite Loi.

### ARTICLE 10

Pour les immeubles exempts de toute taxe foncière, en conformité avec l'article 205 de la Loi sur la fiscalité municipale, une compensation de 0,4830 \$ par cent dollars (100 \$) d'évaluation est imposée et prélevée sur les immeubles visés au paragraphe 12 de l'article 204 de ladite Loi.

### ARTICLE 11

Pour l'année 2025, une compensation de droit de mutation est perçue sur le transfert de tout immeuble situé sur son territoire lorsque le cessionnaire n'est pas exonéré du paiement d'un tel droit conformément à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (RLRQ. c. D-15.1), et ce, selon les taux suivants :

| <b>Le plus élevé de : prix de vente ou évaluation</b> | <b>Montant à payer</b> |
|---|------------------------|
| Immeuble de 61 500 \$ et moins                        | Taux de 0,5 %          |
| Immeuble de 61 500.01 \$ à 307 800 \$                 | Taux de 1,0 %          |
| Immeuble de 307 800.01 à 500 000 \$                   | Taux de 1,5 %          |
| Immeuble de 500 000.01 et plus                        | Taux 2.5%              |

### ARTICLE 12

Pour l'année 2025, une compensation de droit supplétif est perçue sur le transfert de tout immeuble situé sur son territoire lorsque le cessionnaire est exonéré du paiement d'un droit de mutation conformément à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières, et ce, selon les taux suivants:

| <b>Valeur de la propriété</b>                | <b>Montant à payer</b> |
|--|------------------------|
| Immeuble de moins de 5 000 \$                | Aucun droit à payer    |
| Immeuble de 5 000,01 \$ à moins de 40 000 \$ | Taux de 0,5 %          |
| Immeuble de 40 000,01 \$ et plus             | 200 \$                 |

### ARTICLE 13

Pour l'année 2025, les frais exigibles lors de retour d'un chèque (sans provision, arrêt de paiement, etc.) sont de 30 \$ par chèque.

### ARTICLE 14

En cas de nullité d'un article ou de partie d'article du présent règlement, cette nullité ne vaut qu'à l'égard de cet article ou partie d'article.

RÈGLEMENT 727-2024 (suite)

ARTICLE 15

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

---

Directeur général et greffier-trésorier

---

Mairesse

---

**CERTIFICAT (446 DU CODE MUNICIPAL)**

---

*Avis de motion :*

*Le 16 décembre 2024*

*Adoption du projet de règlement :*

*Le 16 décembre 2024*

*Adoption du règlement :*

*Le 18 décembre 2024*

---

Directeur général et greffier-trésorier

---

Mairesse